

Unité départementale du Rhône
63 Avenue Roger Salengro
69 100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 28/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



STOCA

3 chemin du Génie
69200 Vénissieux

Références : UD-R-CTESSP-22-36-AL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2022 dans l'établissement STOCA implanté 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 24/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection fait suite celle réalisée le 22/06/2021, au cours de laquelle plusieurs non-conformités et observations avaient été relevées et suite à laquelle l'exploitant a été mis en demeure de respecter certaines prescriptions relatives à la prévention des pollutions accidentelles, aux fluides frigorigènes, aux consignes de sécurité et aux modifications des conditions d'exploitation des installations. L'un des objectifs de la présente visite était de contrôler les mesures mises en oeuvre par l'exploitant. Les constats soldés par les réponses apportées par l'exploitant dans son courrier du 29/07/2021 n'ont pas été abordés.

La présente visite d'inspection s'inscrit également dans le cadre de l'action nationale relative au risque incendie dans les installations de traitement de surface. Certains points de contrôle entrant dans le champ de cette action nationale n'ont pas été abordés, notamment concernant le chauffage des locaux et des bains.

La présente visite d'inspection a par ailleurs été l'occasion de vérifier la situation administrative de l'établissement (classement des activités), préalable nécessaire au déroulement de l'action nationale évoquée ci-dessus.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCA
- 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux
- Code AIOT dans GUN : 0006103846
- Régime : E
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED - MTD

La société STOCA est une entreprise familiale (environ 15 salariés) dont l'activité est le traitement thermique et le traitement de surfaces des métaux.

L'exploitation de l'établissement a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 7 juin 2005, pour la rubrique 2565-2-a de la nomenclature des ICPE (traitement des métaux par voie électrolytique ou chimique).

Le site relève également du régime de la déclaration pour plusieurs autres rubriques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative – Classement des activités et statut Seveso
- Risques chroniques – Prévention des pollutions et Rejets dans l'eau (suite de l'inspection du 22/06/2021)
- Produits chimiques – Fluides frigorigènes (suite de l'inspection du 22/06/2021)
- Risques accidentels – Consignes d'exploitation (suite de l'inspection du 22/06/2021) et Risque incendie (action nationale et suite de l'inspection du 22/06/2021)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon détaillée pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Prévention des pollutions – Protection du puits	AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1	Astreinte
Risque incendie – Confinement des eaux incendie	AM du 09/04/2019, article 20.III	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Situation administrative – Classement des activités	AP du 20/11/1995 modifié, article 1 §1 Code de l'environnement, art. R.181-46 et article L.513-1 et R.513-1	Demande de l'Inspection
Prévention des pollutions – Capacités de rétentions	AP de mise en demeure du 24/08/2021, article 1	/
Rejets dans l'eau - Modifications	AP de mise en demeure du 24/08/2021, article 1	Demande de l'Inspection
Rejets dans l'eau – GIDAF	AM du 28/04/2014, article 1	/
Produits chimiques – Fluides frigorigènes	AP de mise en demeure du 24/08/2021, article 1	Demande de l'Inspection
Consignes d'exploitation – Produits dangereux	AP de mise en demeure du 24/08/2021, article 1	/
Risque incendie – Recensement des zones à risques	AP du 20/11/1995 modifié, article 2 § 6.2.2 AM du 09/04/2019, article 10	Demande de l'Inspection
Risque incendie – Vérification des installations électriques	AM du 09/04/2019, article 17	/
Risque incendie – Mise à la terre	AM du 09/04/2019, article 17 AM du 30/06/1997, annexe I § 2.8 AM du 27/07/2015, annexe I § 2.8	Demande de l'Inspection
Risque incendie – Chauffage des bains	AM du 09/04/2019, article 54	/
Risque incendie – Désenfumage	AM du 09/04/2019, article 13 AM du 30/06/1997, annexe I § 2.4 AM du 27/07/2015, annexe I § 2.4.2 et 2.4.3	Demande de l'Inspection
Risque incendie – Détection incendie	AM du 09/04/2019, article 19	/
Risque incendie – Moyens de lutte incendie	AP du 20/11/1995 modifié, article 2 § 6.1.2 AM du 09/04/2019, article 14	Demande de l'Inspection

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater que l'exploitant a apporté des réponses et mis en œuvre des actions correctives concernant plusieurs des demandes formulées suite à la visite du 22/06/2021.

Notamment, l'exploitant a satisfait aux termes de la mise en demeure du 24/08/2021 s'agissant des dispositions relatives :

- aux dispositifs de rétention des produits dangereux ou susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ;
- aux consignes concernant les produits dangereux.

Par ailleurs, le respect effectif des termes de la mise en demeure du 24/08/2021 fera l'objet ultérieurement d'un nouveau contrôle s'agissant des dispositions relatives :

- au dossier de porter à connaissance sur la modification de la gestion des effluents aqueux (selon réponses qui seront apportées à la demande de compléments à venir) ;
- aux fiches d'intervention pour les équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés ;

En revanche, l'exploitant n'a pas satisfait aux termes de la mise en demeure du 24/08/2021 s'agissant des dispositions relatives à la protection du puits vis-à-vis du risque de pollution accidentelles. Ce point fait l'objet d'une proposition de sanction administrative.

De même, l'exploitant n'a pas satisfait aux demandes de l'Inspection s'agissant des dispositions relatives à l'obturation des réseaux d'eau de ruissellement et au confinement des eaux d'extinction d'incendie. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

En outre, plusieurs autres points de contrôle font l'objet d'une demande de l'Inspection dans les fiches constat correspondantes. Il est demandé à l'exploitant de répondre à ces demandes dans les délais indiqués dans les fiches constat. À défaut, ces points pourront faire ultérieurement l'objet de propositions de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

1 - Nom du point de contrôle : Situation administrative – Classement des activités

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none"> Arrêté Préfectoral du 20/11/1995 modifié, article 1 §1 Code de l'environnement, articles R.181-46 et articles L.513-1 et R.513-1. 			
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> Tableau des activités classées au titre de la législation des ICPE : 			
Nature de l'activité	Volume de l'activité	Rubrique	Cls.
Traitement des métaux par voie électrolytique, chimique : <ul style="list-style-type: none"> - Anodisation 32,6 m³ - Brunissage 3,6 m³ - Phosphatation 3,6 m³ - Traitement dégraissage 0,74 m³ 	Volume total des bains de traitement : 40,54 m ³	2565 - 2 - a	A
Stockage d'ammoniac La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg	La quantité maximale stockée : 240 kg	1136-A-2-c	D
Emploi d'ammoniac La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1,5 t	La quantité maximale présente : 240 kg	1136-B-c	D
Chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sel fondus	Le volume des bains est de 50 l.	2562	NC
<ul style="list-style-type: none"> Toute autre modification notable [...] doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. Les installations régulièrement mises en service et soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. L'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : [...] La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée. 			
Constats : <p>L'Inspection a constaté la présence de 2 lignes de traitement de surface des métaux. L'exploitant a présenté leur consistance, qu'il a modifiée depuis l'autorisation initiale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - anodisation : 19,4 m³ de bains de traitement. L'exploitant a indiqué que cette ligne comporte également 1 cuve de chromatation de 1,6 m³ non utilisée ; - zingage/phosphatation/brunissage : 7,9 m³ de bains de traitement. <p>Suite à une modification de la nomenclature (décret n° 2013-375 du 2 mai 2013), les installations relevaient du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260. Cependant, du fait de la réduction du volume de bains de traitement à 27,3 m³, elles relèvent désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565-2.a et ne sont plus classées sous la rubrique 3260.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a cessé l'utilisation de bains de sels fondus pour son activité de nitruration. Il dispose désormais de 4 fours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 fours de nitruration gazeuse (ammoniac) et de cémentation gazeuse (acétylène), traitements thermochimiques relevant de la rubrique 2565-3 (DC) ; - 2 fours de trempe et de revenu/recuit relevant de la rubrique 2561 (DC). <p>Ces installations sont associées à des stockages, dont l'exploitant a présenté la localisation et les quantités maximales susceptibles d'être présentes et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ammoniac (264 kg) : rubrique 4735-2.b (DC) ; - Acétylène (14 m³) : rubrique 4719 (régime à déterminer selon masse volumique) ; 			

- Hydrogène (17,6 m3) : rubrique 4715 (régime à déterminer selon masse volumique) ;
- Produits chimiques (5125 kg au total) : rubriques et régimes à déterminer en fonction de la classification "CLP" des produits (FDS non consultées lors de la visite), en tenant compte des bains de traitement et des déchets.

L'Inspection constate que l'exploitant :

- n'a pas porté les modifications réalisées à la connaissance du préfet du Rhône (volume de bains de traitement, zingage, bains de sels fondus, fours et stockages associés) ;
- n'a pas demandé le bénéfice des droits acquis suite aux modifications de la nomenclature, notamment suite à la création des rubriques "4XXX" et n'a pas déterminé son statut Seveso (par dépassement direct ou par cumul).

Type de suites proposées :

Demande : L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de porter à la connaissance du préfet du Rhône les modifications apportées aux installations, avec tous les éléments d'appréciation utiles et en intégrant au dossier à transmettre :

- le classement actualisé des activités au titre de la nomenclature des ICPE, en distinguant les volumes d'activités déjà autorisés et les volumes d'activités ajoutés et en tenant compte des bains de traitement et des déchets s'agissant des rubriques "4XXX" ;
- un positionnement relatif au statut Seveso de l'établissement (y compris par application de la règle du cumul), en tenant compte du volume des bains et des déchets.

2 - Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions – Protection du puits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 24/08/2021, article 1

Prescription contrôlée :

La société STOCA est mise en demeure dans un délai de 4 mois, de respecter les dispositions du paragraphe 4.8.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 en mettant en œuvre une solution technique permettant, en cas de perte de confinement des installations de déshydratation des boues industrielles, d'empêcher que les écoulements accidentels ne puissent atteindre le puits.

Constats :

Dans son courrier du 29/07/2021, l'exploitant a proposé de mettre en place autour du puits une barrière de rétention permanente.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que cette barrière protection du puits n'a pas été mise en place. Suite à la visite, par message électronique du 11/02/2022, l'exploitant a transmis un justificatif de commande de ce dispositif, précisant un délai de livraison de 5 jours mais ne mentionnant aucune pose.

L'Inspection en conclut que le bon de commande transmis ne suffit pas à justifier de la pose du dispositif. Au 21/02/2022, l'exploitant n'a pas transmis d'élément justifiant de la pose effective.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de procéder à la pose du dispositif de protection du puits vis-à-vis du risque d'écoulements accidentels, et d'en transmettre un justificatif à l'Inspection, dans un délai de 15 jours.

Proposition de suites : Astreinte

3 - Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions – Capacités de rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 24/08/2021, article 1

Prescription contrôlée :

La société STOCA est mise en demeure de respecter les dispositions du paragraphe 4.8.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 :

- dans un délai de 15 jours, en maintenant vides les dispositifs de rétention auxquels sont associés les contenants de produits dangereux ou susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ;
- dans un délai de 1 mois, en associant la cuve GRV contenant de l'huile de trempe à un dispositif de rétention d'une capacité au moins égale au volume de la cuve.

Constats :

Dans son courrier du 29/07/2021, l'exploitant a indiqué qu'il avait vidé les rétentions contenant des eaux de pluie. Il a également annoncé qu'il avait réorganisé ses armoires de rangement de produits chimiques afin d'y stocker les GRV, que les stockages ne se feraient plus sans abris et que, en secours, il s'était muni d'une bâche.

Lors de la visite, l'Inspection n'a pas constaté de produits dangereux ou potentiellement polluants stockés sans dispositif de rétention ou dont le dispositif de rétention n'était pas vide.

Type de suites proposées : Sans suite

4 - Nom du point de contrôle : Rejets dans l'eau - Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 24/08/2021, article 1

Prescription contrôlée :

La société STOCA est mise en demeure dans un délai de 3 mois, de respecter les dispositions du paragraphe 1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement en portant à la connaissance du préfet du Rhône les modifications mises en œuvre concernant les modalités de gestion des effluents aqueux, avec tous les éléments d'appréciation utiles.

Constats :

Lors des visites précédentes, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas satisfait à sa demande en portant la modification des conditions de rejets aqueux à la connaissance du préfet : modernisation de la station de traitement, passage au « 0 rejet » en juin 2019 (évaporateur et réutilisation des eaux traitées), déshydratation des boues et rejet exceptionnel pour le refroidissement d'un four (16 m³/an) en cas d'arrêt des groupes froids. Suite à la visite du 22/06/2021, dans son courrier du 29/07/2021, l'exploitant a indiqué que le dossier de porter à connaissance était en cours de constitution et qu'il pourrait être transmis en septembre 2021.

L'exploitant n'a pas transmis ce dossier, mais a remis lors de la visite un document de 4 pages intitulé *"Explication de notre système de 0 rejets"*. L'Inspection constate qu'il ne répond pas entièrement à la demande et ne comporte pas tous les éléments utiles pour adapter les prescriptions. Il fera l'objet d'une analyse plus complète et d'une demande de compléments.

Type de suites proposées :

Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de répondre à la demande de compléments qui lui sera faite dans le cadre de l'instruction du dossier remis.

A défaut de respect du délai qui sera défini dans cette demande de compléments, des sanctions administratives pourront être proposées au préfet du Rhône.

5 - Nom du point de contrôle : Rejets dans l'eau – GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Lors de la visite du 22/06/2021, l'Inspection a constaté que l'exploitant avait partiellement satisfait à sa demande en déclarant les résultats manquants sur GIDAF jusqu'en juin 2019 (passage en "0 rejet"), puisqu'il avait renseigné les résultats allant jusqu'en décembre 2018. Dans son courrier du 29/07/2021, l'exploitant a indiqué que la transmission serait achevée fin août.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a toujours pas transmis sur GIDAF les résultats d'autosurveillance de janvier à juin 2019. Toutefois, il a satisfait à la demande de l'Inspection suite à la visite, en achevant le renseignement de GIDAF le 20/02/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

6 - Nom du point de contrôle : Produits chimiques – Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 24/08/2021, article 1
Prescription contrôlée : La société STOCA est mise en demeure dans un délai de 1 mois, de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 et de l'article R.543-82 du code de l'environnement : – en récupérant l'ensemble des fiches d'intervention des cinq dernières années et en conservant l'ensemble des fiches d'intervention pendant au moins 5 ans ; – en s'assurant que les nouvelles fiches d'intervention sont correctement renseignées, en particulier s'agissant du contrôle d'étanchéité et des fluides frigorigènes récupérés
Constats : L'exploitant dispose sur le site de 5 groupes froids : <ul style="list-style-type: none">• CTA/ CPEST0091AA002M (3 kg de R410A, 6,26 teq CO2) ;• CTA/ IPEMT0101-A0720 (5 kg de R407C, 8,87 teq CO2) ;• CTA/ IPEMT0081-A1120 (5,5 kg de R407C, 9,75 teq CO2) ;• CTA/ IPINT0401AA002T (11,5 kg de R410A, 24 teq CO2) – mis en service le 29/09/2020 ;• CTA/ CPEST0091AA001M (3 kg de R410A, 6,26 teq CO2) – mis à l'arrêt (mention "vide en gaz"). <p>Lors de la visite du 22/06/2021, l'Inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant ne disposait pas de l'ensemble des fiches d'intervention (Cerfa 15497*02). Il a déclaré qu'il n'avait pas encore récupéré auprès de son prestataire les fiches non informatisées ;- les fiches d'intervention transmises relatives au groupe froid A1120 ne permettaient pas de vérifier le respect des obligations en matière de gestion des fuites et de gestion des déchets. En effet, la fiche du 09/10/2019 (2234_4_2597) indiquait une recharge complète en fluide vierge, sans récupération de fluide et sans fuite constatée, et la fiche précédente du 06/02/2019 (1757_4_1726) n'indiquait pas de fuite constatée lors du contrôle d'étanchéité. L'Inspection en a déduit qu'une fiche constatant une fuite était manquante ou que les informations relatives au fluide récupéré (quantité et traitement/réutilisation) ne figuraient pas dans la fiche du 09/10/2019. <p>Par courrier du 29/07/2021, l'exploitant a transmis un message de son prestataire précisant que ce groupe froid était vide de fluide frigorigène lors du constat de fuite du 21/06/2019. Il a joint le rapport d'intervention correspondant, et non la fiche d'intervention demandée (Cerfa 15497*02).</p> <p>Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a demandé à consulter :</p> <ul style="list-style-type: none">- les fiches d'intervention du dernier contrôle d'étanchéité (janvier 2022) : l'exploitant n'a pas été en mesure de les présenter. Il a expliqué cette insuffisance par un défaut de classement des documents et l'Inspection a constaté que les dossiers de classement s'arrêtaient à l'année 2021. Il a transmis ces fiches à l'Inspection le 10/02/2022 ;- la fiche d'intervention du 21/06/2019 concernant le constat de fuite sur le groupe froid A1120 : l'exploitant n'a pas été en mesure de la présenter.- par sondage, la fiche d'intervention du 17/11/2021 concernant le groupe froid AA002T : l'exploitant a été en mesure de la présenter. Une fuite a été détectée et réparée. Cette fiche n'appelle pas d'observation de l'Inspection.
Type de suites proposées : Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre la fiche d'intervention (Cerfa 15497*02) du 21/06/2019 concernant le constat de fuite sur le groupe froid A1120 dans un délai de 15 jours, afin de justifier qu'il en dispose.

7 - Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation – Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 24/08/2021, article 1
Prescription contrôlée : La société STOCA est mise en demeure dans un délai de 2 mois, de respecter les dispositions du paragraphe 7.6.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 en établissant et en affichant des consignes de sécurité concernant la manipulation et le stockage des produits dangereux ou susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols

Constats :

Lors de la visite du 22/06/2021, l'exploitant a déclaré qu'il n'avait pas encore établi les consignes concernant la manipulation et le stockage des produits dangereux. Il a précisé qu'il utilise une trentaine de références et qu'il vérifie les incompatibilités éventuelles pour les nouveaux produits, possibles entre 2 fournisseurs, sans les avoir listées (hormis incompatibilités acides/bases).

Par courrier du 29/07/2021, l'exploitant a indiqué qu'il réorganisait les armoires de stockage de produits chimiques en vérifiant les incompatibilités éventuelles à partir des FDS, et établissait un plan des stockages qui serait affiché aux emplacements concernés.

Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté que l'exploitant a établi un plan des stockages. Il a confirmé qu'il a défini les différents emplacements dans les armoires de stockage en tenant compte des incompatibilités et l'Inspection a constaté que ces emplacements font l'objet d'un affichage.

Type de suites proposées : Sans suite

8 - Nom du point de contrôle : Risque incendie – Recensement des zones à risques**Référence réglementaire :**

- Arrêté Préfectoral du 20/11/1995 modifié, article 2 § 6.2.2
- Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10

Prescription contrôlée :

- Recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre, notamment celles concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372.
- Plan général des ateliers et des stockages indiquant les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie établi et tenu à jour.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas établi de plan des zones de risque incendie. Ce risque concerne a priori les locaux accueillant les lignes de traitement de surface (zingage au nord du site et anodisation à l'est du site) et les fours (au sud-est du site). Il est également susceptible de concerner les stockages extérieurs (armoires de produits chimiques et stockages sous toiture).

Type de suites proposées :

Demande : L'Inspection demande à l'exploitant d'établir un plan des zones de risque incendie dans un délai de 1 mois.

9 - Nom du point de contrôle : Risque incendie – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

Prescription contrôlée :

Installations électriques réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues et vérifiées.

Constats :

Lors de la visite du 22/06/2021, l'Inspection a constaté que la vérification du 22/12/2020 listait 3 anomalies déjà signalées (protection contre les surcharges) et que les dispositifs différentiels n'avaient pas été vérifiés. Par ailleurs, l'exploitant a déclaré qu'il avait fait procéder à la correction des anomalies relevées dans le rapport de contrôle par thermographie infrarouge du 02/12/2020.

Dans son courrier du 29/07/2021, l'exploitant a joint un justificatif concernant la correction des anomalies relevées lors du contrôle par thermographie et a précisé que les anomalies relatives à la protection contre les surcharges seraient corrigées lors de l'arrêt estival.

Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté qu'une vérification a été réalisée en août 2021 et que le rapport indique que :

- la vérification des dispositifs différentiels a pu être effectuée ;
- des anomalies ont été relevées et l'état des installations peut entraîner des risques d'incendie.

L'exploitant a précisé que la correction des anomalies a été réalisée en novembre 2021, excepté une anomalie (terre du bureau anodisation) pour laquelle le prestataire n'a pas constaté de défaut.

Suite à la visite, il a transmis un justificatif de cette intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

10 - Nom du point de contrôle : Risque incendie – Mise à la terre

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 • Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I § 2.8 • Arrêté Ministériel du 27/07/2015, annexe I § 2.8
Prescription contrôlée : Équipements métalliques mis à la terre.
Constats : L'Inspection a contrôlé ce point par sondage et a constaté que : - pour la ligne anodisation, les cuves contrôlées sont équipées d'un câble de mise à la terre ; - pour la ligne zingage, aucun câble de mise à la terre n'est visible. L'exploitant a précisé que cette ligne est constituée de cuves en PVC, excepté une cuve en acier ; - aucun câble de mise à la terre n'est visible s'agissant des fours.
Type de suites proposées : <u>Demande</u> : L'Inspection demande à l'exploitant de procéder à la mise à la terre de l'ensemble des équipements métalliques des installations de traitement de surface et de traitement thermique dans un délai de 3 mois.

10 - Nom du point de contrôle : Risque incendie – Chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Prescription contrôlée : Systèmes de chauffage des cuves équipés de dispositifs de sécurité permettant de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage, régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il procède régulièrement à une vérification interne du bon fonctionnement des sondes de niveau et de l'asservissement de l'arrêt du chauffage. Il a présenté une fiche de contrôle de l'état des installations dans laquelle cette vérification est consignée.
Type de suites proposées : Sans suite

11 - Nom du point de contrôle : Risque incendie – Désenfumage

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13 • Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I § 2.4 • Arrêté Ministériel du 27/07/2015, annexe I § 2.4.2 et 2.4.3
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • Dispositifs de désenfumage en partie haute (surface utile d'ouverture d'au moins 2 % pour les installations relevant des rubriques 2565.2 et 2561). • Commande automatique (installations relevant des rubriques 2565.2 et 2561) et manuelle • Commande manuelle placées à proximité des accès
Constats : L'Inspection a constaté que les locaux ne sont pas équipés de dispositifs de désenfumage répondant à la prescription contrôlée : - surface utile des ouvertures permanentes en toiture (ligne anodisation) et des ouvrants en toiture ou en partie haute de façade (fours) inférieure à 2 % de la superficie des locaux ou absence de dispositifs de désenfumage (ligne zingage) ; - absence de commande automatique et commandes manuelles éloignées des accès.
Suite à la visite, l'Inspection a constaté que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 n'est

pas applicable aux installations de traitement de surface existantes (rubrique 2565.2). En outre, aucune disposition relative au désenfumage des locaux ne figure dans l'arrêté préfectoral du 20/11/1995 modifié.

Type de suites proposées :

Demande : L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 3 mois :

- de proposer une solution technique concernant la mise en place de dispositifs de désenfumage répondant aux dispositions des arrêtés ministériels du 30/06/1997 et du 27/07/2015 dans le local accueillant les fours (rubriques 2561 et 2565.3), puis de la mettre en oeuvre dans un délai de 1 an ;
- ou de demander au préfet du Rhône l'aménagement des dispositions précitées. Cette demande devra alors être justifiée et argumentée, et il ne peut être préjugé des suites qui y seront données.

12 - Nom du point de contrôle : Risque incendie – Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

Prescription contrôlée :

- Détection incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14
- Vérifications de maintenance et tests à fréquence annuelle

Constats :

Lors de la visite du 22/06/2021, l'exploitant a présenté un bon de commande relatif à la mise en place d'une détection incendie sur la chaîne de traitement de l'acier (zingage). Il a déclaré qu'il attendait ces travaux et la correction des anomalies relevées lors de la vérification annuelle du 14/05/2020, prévues au cours de l'été, pour faire procéder à la vérification suivante.

Par ailleurs, l'Inspection a constaté que les voyants « dérangement » et « hors service » (zone 3, point 28) de la centrale incendie étaient allumés. L'exploitant a déclaré qu'il mettait ce détecteur hors service pendant les heures d'activité, car il était déclenché par la fumée du four. Le rapport de vérification préconisait de régler son fonctionnement ou de le déplacer.

Lors de la visite du 09/02/2022, l'exploitant a confirmé que la détection de la ligne zingage a été mise en place. L'inspection a consulté le rapport de la vérification réalisée le 17/09/2021, dans lequel plusieurs anomalies sont relevées. L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas donné suite au devis d'octobre 2021 concernant la correction de ces anomalies.

Par ailleurs, ce rapport mentionne que les zones 2 et 3 étaient hors service. L'Inspection a constaté que le voyant « hors service » était allumé lors de la visite, avec les indications "zones HS : 7" et "points HS : 45". L'exploitant a indiqué qu'il continuait à mettre volontairement 2 détecteurs hors services dans la zone du four de revenu, mais que le local concerné comporte d'autres détecteurs. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a remis les zones en service une à une. L'Inspection a ainsi constaté que celui-ci avait mis 7 zones hors service, et non seulement 2 détecteurs, et que la zone 2 n'est plus en état de fonctionner (voyant "déclenchement" et bip sonore).

Toutefois, suite à la visite, l'Inspection a constaté que les articles 11 et 14.d de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 – et donc les dispositions de son article 19 - ne sont pas applicables aux installations de traitement de surface existantes. En outre, aucune disposition relative à la détection incendie ne figure dans l'arrêté préfectoral du 20/11/1995 modifié.

Type de suites proposées : Sans suite

13 - Nom du point de contrôle : Risque incendie – Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire :

- Arrêté Préfectoral du 20/11/1995 modifié, article 2 § 6.1.2
- Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

Prescription contrôlée :

- Moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs
- Moyens d'alimentation en eau permettant de disposer à tout moment d'un débit adapté
- Vérification périodique et maintenance des matériels de lutte contre l'incendie

Constats :

L'inspection a constaté que le rapport de vérification du 26/01/2022 ne relève pas d'anomalies pour les 19 extincteurs dont dispose l'exploitant. Il a précisé qu'il s'agit d'extincteurs CO2 ou poudre, selon les installations présentes dans les locaux concernés.

L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de point d'eau (ou de réserve) incendie privé, mais qu'un poteau incendie public est situé à proximité. L'inspection a constaté qu'il se trouve à environ 150 m de l'entrée du site.

L'exploitant n'a été en mesure de préciser ni les besoins en eau nécessaires à l'intervention des services d'incendie et de secours dans son établissement ni la capacité du poteau incendie public situé à proximité.

Type de suites proposées :

Demande : L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 3 mois :

- de calculer les besoins en eau pour la défense incendie dans son établissement en appliquant les dispositions du guide pratique D9, puis de transmettre ce calcul ;
- de justifier que le poteau incendie public situé à proximité permet d'assurer la disponibilité effective de ces besoins en eau, en transmettant un rapport de vérification état / débit / pression de moins de 5 ans. Il lui revient pour cela de se rapprocher de la Métropole de Lyon (direction Eau et Déchets, service DECI).

14 - Nom du point de contrôle : Risque incendie – Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III

Prescription contrôlée :

- Ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Dimensionnement justifié.
- Dispositifs d'obturation des réseaux implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Clairement signalés, facilement accessibles et pouvant être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment.
- Organes de commande pouvant être actionnés en toutes circonstances et consigne définissant les modalités de mise en œuvre affichée à l'accueil de l'établissement.

Constats :

Lors de la visite du 22/06/2021, l'exploitant a déclaré que l'établissement ne disposait pas de dispositif d'obturation du point de rejet aqueux vers le réseau public. L'inspection lui a donc demandé de mettre en place un dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales et de transmettre une étude relative au confinement des eaux d'extinction d'incendie et des épandages accidentels.

Lors de la visite du 09/02/2022, l'exploitant a indiqué qu'il ne dispose toujours pas de dispositif d'obturation. Il a précisé qu'il dispose d'un devis auquel il n'a pas donné suite. De plus, il a indiqué qu'il n'a engagé aucune démarche concernant l'étude relative au confinement des eaux d'extinction d'incendie demandée par l'Inspection.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis ce devis daté du 04/10/2021 (installation d'une vanne guillotine) et a précisé qu'il était en attente d'un devis pour la réalisation de l'étude concernant le confinement des eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'Inspection demande à l'exploitant :

- de mettre en place un dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales, implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels, dans un délai de 2 mois ;
- de justifier de la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction de dimensions adaptées (dispositions du guide pratique D9A), dans un délai de 12 mois.

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription